

Pouvoir et contre-pouvoir

29 août 2018

L'été a d'abord été marqué par ce qu'on appelle désormais l'affaire Benalla. Il y a bien sûr l'aspect rocambolesque et le personnage : un homme qui joue au flic, avec sa panoplie, ses armes et sa grosse voiture à gyrophare, et surtout ses passe-droits.

Cet aspect pourrait prêter à sourire, si l'individu, accompagné de son petit camarade de jeu, Vincent Crase, n'avait pas tabassé un homme place de la Contrescarpe et agressé sa compagne.

Ce mauvais conte de la rue Mouffetard dévoile plus encore la conception de l'exercice du pouvoir du président : si personne ne voit rien, alors tout est permis.

Benalla était donc un mercenaire en charge de la sécurité de Macron, alors que des fonctionnaires sont en charge de cette fonction à l'Elysée. Et c'est sans doute ça le problème de Macron : les fonctionnaires servent l'Etat et non pas seulement l'individu qui est censé le représenter. Les fonctionnaires rendent des comptes, sont censés servir l'intérêt général, pas les mercenaires qui ne sont fidèles qu'aux intérêts privés du prince qui les paye. Évidemment, de tels faits dévoilés alimentent la crise de confiance en la politique, les croyances aux complots, comme à chaque fois qu'on gouverne dans l'ombre et au mépris des lois. A la fin, c'est aussi l'extrême droite qui marque des points. Tout aussi grave, « l'épisode » Benalla témoigne une fois de plus ô combien le recours à la violence, évidemment tout aussi inacceptable et condamnable lorsque celle-ci est commise par des policiers/gendarmes en exercice, est devenu monnaie courante depuis plusieurs années, fruit d'un choix assumé de la part de l'Etat et de ses différents gouvernements qui ne tolèrent ni la contestation de leurs projets ni l'émergence d'alternative. Enfin, et nous devons nous en rappeler, passée la couverture médiatique de l'événement, et le licenciement du barbouze qui s'est fait choper,... rien. Pas de remise en cause de cette forme d'exercice du pouvoir, même pas un semblant de reconnaissance de la gravité des faits, bref de cette faute grave, par Macron. Juste un « Et alors ? » et un « qu'ils viennent me chercher », sortie bravache dont la puérilité s'accorde bien avec l'attitude de son mercenaire et proche ami, Benalla.

Ce qui ne signifie pas autre chose que le fait que Macron nous dit clairement qu'il continuera à gouverner comme il l'entend, quoi qu'en pense la population. Et tant pis si le chômage continue d'appauvrir les plus faibles, si le pouvoir d'achat recule, la méthode demeure : tout pour les riches et les puissant-es...

Nous devons donc nous préparer. Et force est de constater que nous ne sommes pas en position de force pour l'instant. Les précédentes réformes antisociales sont passées, la dernière en date étant celle qui touche les agents et le service public des transports en commun de la SNCF. Et ce malgré une mobilisation très longue et inédite des cheminot-es.

D'autres contre-réformes nous attendent : celles des institutions, suspendue du fait de l'affaire Benalla, et surtout, dans les temps qui viennent, celle de la fonction publique et celle des retraites, entre autres. Le rapport Cap 22, que Solidaires a fait fuiter, a de quoi nous faire frémir tant il montre en détail la volonté de détruire morceau par morceau la fonction publique, et donc ce service indispensable aux usager-es, à commencer par les plus modestes.

Coupes budgétaires, transfert d'un maximum de compétences au privé, voilà les objectifs. Encore et toujours des cadeaux au patronat, on le sait, qui est encore et toujours le grand gagnant de l'exercice du pouvoir façon Macron et ses prédécesseurs.

Nous devons nous organiser pour contrer cela, c'est pour cela que nous sommes passés dire bonjour aux

participant-es de l'université d'été du Medef à Jouy-en-Josas le 29 août, histoire de joyeusement se motiver et de se mettre en jambe pour cette rentrée sociale. Car l'enjeu de cette rentrée est fort, nous n'avons pas d'autre choix que de construire un contre-pouvoir à nouveau efficace, maintenant. C'est pour cela que nous nous organisons syndicalement et de façon unitaire pour nos salaires, nos emplois, nos droits pour que dans chaque lieu de travail, et de manière interprofessionnelle nous puissions être victorieux.

Cette année, Solidaires à 20 ans, et comme on ne va se contenter de souffler symboliquement des bougies, cette date doit aussi nous inciter à réfléchir ensemble aux moyens de renforcer notre outil syndical et de (re)penser nos stratégies pour gagner, pour contrer le pouvoir et construire une autre société. 20 ans, pour une Union syndicale 2.0.

- Emplacement : Edito >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Pouvoir-et-contre-pouvoir>